



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 20 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 juin 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**Suez RV Sud Ouest
2 Chemin Baillou
CS 70199
33140 VILLENAVE D'ORNON**

Références : 2025 875 Ubd 16-86 ENV86
Code AIOT : 0007202157

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement Suez RV Sud Ouest implanté La Chaume du Mont 86160 Sommières-du-Clain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Suez RV Sud Ouest
- La Chaume du Mont 86160 Sommières-du-Clain
- Code AIOT : 0007202157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez Recyclage et Valorisation Sud-Ouest, dite Suez RV Sud-Ouest, est autorisée par arrêté préfectoral du 10 juillet 2013, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 20 février 2017, 15 avril 2020, 4 août 2020 et 11 décembre 2020, à exploiter une installation de

stockage de déchets non dangereux (ISDND) située au lieu-dit « La Chaume du Mont », sur la commune de Sommières-du-Clain dans le département de la Vienne.

La présente visite d'inspection avait principalement pour objet de vérifier le respect des prescriptions de cette ISDND relativement aux rejets atmosphériques et au suivi des mesures environnementales applicables sur le site. En parallèle, le rapport donne suite au réexamen du dossier IED.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites des polluants rejetés en sortie de torchère	Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 3.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Rapport de réexamen IED	Arrêté Préfectoral du 27/01/2016, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 22/08/2013, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Qualité du biogaz collecté	Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 3.2.3.1
3	Valeurs limites des polluants rejetés en sortie du moteur	Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 3.2.3.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en conformité les surfaces de prairie extensive et de lande prescrites en mesures compensatoires par l'arrêté du 22 août 2013 portant "dérogation espèces protégées".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Qualité du biogaz collecté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 3.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des flux collectés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets gazeux.</p> <p>L'exploitant procède mensuellement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O, ainsi que la dépression.</p> <p>Des capteurs mesurent en continu la dépression, la température et le débit.</p> <p>Au moins une fois par an, les mesures précisées par le programme de surveillance devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p>

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées tous les ans, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »

Constats :

Un programme de surveillance des rejets gazeux a été mis en place.

L'exploitant procède à des analyses mensuelles du biogaz capté sur les paramètres (CH₄, CO₂, H₂, O₂, H₂S, H₂O) ainsi que sur la dépression.

Les capteurs du réseau de biogaz mesurent en continu la dépression, la température et le débit. L'exploitant a joint à cet effet un diagramme issu de son outil de suivi en continu (tableau de bord).

Un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement (SOCOTEC) a délivré un rapport du 2 mai 2024 sur les mesures de concentrations en polluants des rejets atmosphériques effectuées sur le site le 11 avril 2024 au vu des paramètres susmentionnés. Dans ce cadre, il a réalisé des mesures du biogaz capté sur les mêmes paramètres. Les résultats des mesures n'appellent pas d'observation particulière de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites des polluants rejetés en sortie de torchère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des flux rejetés

Prescription contrôlée :

« En sortie de torchère, les gaz font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur portant sur les émissions à l'atmosphère de SO₂, CO, HCl, HF et poussières.

En cas de destruction du biogaz par combustion, les mesures semestrielles de CO ne devront pas dépasser la valeur limite de 150 mg/Nm³.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec pour la torchère.

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport du 2 mai 2024 réalisé par un organisme agréé (SOCOTEC) sur les mesures en polluants atmosphériques en sortie de torchère, sur les paramètres CO (monoxyde de carbone), HCl (chlorure d'hydrogène), SO₂ (dioxyde de soufre), HF (fluorure d'hydrogène) .

Les mesures de SO₂ sont en moyenne de 193 mg/Nm³ et celles de CO de 5,25 mg/Nm³.

La valeur limite d'émission (VLE) en CO n'est pas dépassée.

La VLE de 300 mg/Nm³ pour le SO₂ (spécifiée à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux) n'est pas applicable dans le cas présent puisque, en application de l'article précité, cette VLE s'applique seulement si le flux est supérieur à 25 kg/h. Or, le flux massique en SO₂ est mesuré à 210 g/h.

<p>Les poussières n'ont pas pu être vérifiées. L'exploitant informe l'inspection qu'elles seront analysées lors de la campagne 2025.</p> <p>Le bureau SOCOTEC a confirmé auprès de l'exploitant que les résultats rendus dans ses rapports sont donnés à O₂ de référence suivant le type d'installation contrôlée et que tous ces résultats sont rendus dans les conditions normales de températures et de pression à savoir 273 K et 101,3 kPa. Lorsque l'unité du résultat est en mg/Nm³, le « N » correspond à des conditions normales de températures et de pressions.</p> <p>Les analyses ont porté sur la torchère en fonctionnement. Une seconde torchère a été installée en complément de la première. Les analyses devront donc dorénavant porter sur les deux torchères.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra sans délai à l'inspection le rapport commenté des mesures de poussières réalisées en 2025.</p> <p>Il s'agira également d'intégrer la seconde torchère mise en fonctionnement dans les mesures des rejets atmosphériques.</p> <p>L'exploitant devra également transmettre dans les meilleurs délais un porter à connaissance sur l'installation de cette seconde torchère. Il devra, dans ce cadre, justifier la mise en fonctionnement de cette seconde torchère notamment au regard de l'article 24 ter de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Ce porter à connaissance intégrera également l'évolution technique apportée aux installations concernant la captation du biogaz, l'exploitant ayant informé l'inspection que le biogaz était dorénavant capté depuis le fond de casier et non plus à mi-hauteur, de manière à assurer une meilleure gestion des effluents gazeux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : délai de 2 mois pour réaliser l'analyse des rejets atmosphériques ; délai de 4 mois pour transmettre le porter-à-connaissance</p>

N° 3 : Valeurs limites des polluants rejetés en sortie du moteur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 3.2.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des flux rejetés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En sortie d'installation de valorisation du biogaz, font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur des gaz émis à l'atmosphère : NO_x, COV non méthanique, CO et poussières.</p> <p>En cas de valorisation du biogaz, les valeurs limites ne devront pas dépasser les valeurs suivantes: poussières : 150 mg/Nm³ NO_x : 525 mg/Nm³ COV non méthanique : 50 mg/Nm³/h</p> <p>Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 5 % sur gaz sec pour les dispositifs de valorisation du biogaz (moteur/turbine). »</p>

Constats :

Dans son rapport du 3 mai 2024, SOCOTEC conclut que concernant le moteur biogaz destiné à produire de l'électricité, les VLE mesurées le 10 avril 2024 pour les poussières, les COVNM et l'oxyde d'azote ne sont pas dépassées.

Les résultats des mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 5 % sur gaz sec.

.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Rapport de réexamen IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2013, article 1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, IED

Prescription contrôlée :

« [...] Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 relative aux installations de stockage de déchets et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux industries de traitement des déchets. Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. »

Constats :

Le BREF relatif au traitement de déchets (BREF WT) a été publié le 17 août 2018, mais ne s'applique toutefois pas aux installations de stockage, considérant que l'activité est déjà encadrée par la directive n° 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets.

L'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) a été publié le 28 octobre 2023. Cet arrêté vise en particulier à identifier et prescrire les meilleures techniques disponibles applicables à ces installations, afin de disposer d'un référentiel pertinent dans le cadre de la procédure de réexamen IED.

L'exploitant a dans ce cadre transmis :

- un dossier de réexamen daté du 17 août 2022, par courrier daté du même jour ;
- un positionnement des installations vis-à-vis des modifications introduites par l'arrêté ministériel du 7 août 2023 susmentionné, par courrier du 17 janvier 2025.

Le dossier de réexamen consiste en une analyse du fonctionnement de l'installation au regard des meilleurs techniques disponibles, et renvoie à un avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral. L'exploitant conclut son analyse en indiquant :

- qu'aucune dérogation n'est sollicitée ;
- qu'il lui est impossible de mesurer l'humidité dans les déchets du fait de leur fonctionnement en mode « bioréacteur ». L'humidité est toutefois estimée à l'aide d'abaques ; L'arrêté ministériel du 7 août 2023 impose désormais, à son article 22, la mise en place d'un « suivi des déchets réceptionnés dans le casier afin d'évaluer l'état hydrique

du casier » pour les ISDND en mode bioréacteur, alors qu'auparavant, conformément à l'article 54 de l'arrêté du 15 février 2016, les exploitants devaient effectuer un contrôle direct de l'humidité des déchets entrants.

- que l'article 4.3.12 de l'arrêté du 10 juillet 2013 relatif au suivi des lixiviats traités et réinjectés doit être modifié afin de le mettre en adéquation avec l'article 54 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
- que la surveillance des eaux souterraines et des lixiviats dans l'arrêté doit être adaptée afin de se conformer aux exigences de l'arrêté ministériel. L'exploitant sollicite en outre l'abandon de substances non détectées dans les rejets ;
- la non-nécessité de remise d'un rapport de base.

L'exploitant sollicite en outre que soient mentionnées dans son arrêté les dispositions relatives à la fin d'exploitation et au suivi post-exploitation telles que prévues par l'arrêté ministériel.

Au vu des conclusions présentées dans le dossier de réexamen transmis par l'exploitant, il est proposé de prendre acte de ce réexamen sans qu'il ne soit nécessaire de mettre à jour les prescriptions applicables à l'activité afin de les rendre compatibles avec l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné.

Concernant la demande de modification de l'article 4.3.12 de l'arrêté d'autorisation du 10 juillet 2013, l'exploitant a commis une confusion avec l'article 9.2.1.1 qui vise les dispositions relatives aux paramètres à surveiller trimestriellement dans les lixiviats produits et réinjectés dans les casiers gérés en mode bioréacteur. Cet article, modifié par l'arrêté complémentaire du 15 avril 2020, prend déjà en compte l'ensemble des paramètres de suivi visés par l'article 54 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Il n'est donc pas nécessaire de modifier l'article 4.3.12 de l'arrêté d'autorisation.

Concernant la demande visant à reprendre dans l'arrêté préfectoral les mesures relatives à la fin d'exploitation et au suivi post-exploitation telles que fixées par l'arrêté ministériel, il est rappelé que celui-ci s'applique pleinement aux installations sans qu'il ne soit nécessaire de reprendre l'ensemble de ces prescriptions dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. En outre, un arrêté préfectoral complémentaire viendra en fin d'exploitation afin d'adapter le suivi environnemental et mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral en fonction des enjeux liés au site.

Relativement à la demande de l'exploitant d'abandonner la surveillance des substances dangereuses du tableau 3 de l'annexe I de l'arrêté susvisé du 15 février 2016 non détectées dans les perméats rejetés au milieu naturel (valeurs en dessous des limites de quantification), il est proposé, dans l'état des connaissances scientifiques, de ne pas y répondre favorablement.

Concernant le rapport de base, il est rappelé que l'exploitant avait remis lors du précédent réexamen un rapport de base, daté du 24 mars 2015.

Or, le réexamen 2022 conclut à la non-nécessité du rapport de base considérant que *« l'activité n'implique ni l'utilisation, ni la production, ni le rejet de substances ou mélanges mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2018 (CLP), et que les substances et mélanges dangereux pertinents sont stockés et utilisés dans des conditions ne présentant pas un risque de contamination des sols et des eaux souterraines »*.

Pourtant, le site utilise plusieurs substances et mélanges dangereux dans le cadre de ses activités : notamment huiles et carburants et produits relatifs aux traitements des lixiviats.

En outre, en application du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base (version 2.2), *« les moyens de prévention mis en place afin de prévenir la survenance de pollutions significatives ne suffisent pas à justifier une exonération de rapport de base, dans la mesure où il est difficile de garantir qu'il n'y aura jamais de défaillance de ces éléments de prévention »*.

Le site présente ainsi des secteurs de présence de substances et mélanges dangereux qui pourraient

engendrer des impacts sur le sol, le sous-sol et les eaux souterraines en cas de fuite ou de déversements accidentels.
Ainsi, l'inspection des installations classées considère qu'un rapport de base doit être remis. Ce document pourra s'appuyer sur le rapport de base de 2015.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra sous 6 mois le rapport de base relatif à ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2013, article 3
Thème(s) : Réalisation et suivi des mesures ERC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement, de compensation et de suivi [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesures d'évitement : <ul style="list-style-type: none"> - La parcelle de boisement de chênes ainsi que la haie située en périphérie du site seront maintenues.[...] • Mesures d'accompagnement et de compensation : <ul style="list-style-type: none"> - le boisement (1,5 ha) et la haie (170 m) situés à proximité du site feront l'objet d'une gestion écologique qui vise la conservation d'arbres sénescents ou morts présentant des cavités. Le boisement sera laissé en évolution libre (pas d'exploitation ni de nettoyage de sous-bois) pendant la durée totale d'exploitation du site (25 ans), plus la durée du suivi post-exploitation (30 ans). - un réseau de 5 mares de substitution ainsi qu'un fossé périphérique extérieur seront créés. [...] - 11 ha d'anciennes parcelles cultivées, situées à l'Est du site, seront gérées en prairies extensives favorables aux oiseaux, insectes et reptiles avec mise en place d'un plan de gestion. - une parcelle de 1 ha, située au centre de l'aire du projet, sera laissée en évolution libre afin d'obtenir une lande favorable à l'accueil de la linotte mélodieuse. - 3 pierriers de substitution et un hibernaculum devront être créés pour accueillir des reptiles. - 5 nichoirs seront installés sur le site. - L'aménagement paysager sera réalisé avec des essences ligneuses locales. • Mesures de suivi : [...] Un suivi des mesures d'accompagnement, compensatoires et des populations d'amphibiens, insectes, reptiles, chiroptères et oiseaux sera réalisé pendant la durée totale d'exploitation du site (25 ans) plus la durée de post-exploitation (30 ans) [...]. Toutes les mesures de suivi feront l'objet d'un rapport annuel transmis à la DREAL. »
<p>Constats :</p> <p>Selon les documents transmis par l'exploitant préalablement à la visite, le site de Sommières-du-Clain a fait l'objet d'un suivi écologique en 2018, 2022 et 2024. Le rapport de suivi de février 2023 pour l'année 2022 était en particulier destiné à appliquer à l'installation de Sommières un indice de qualité écologique développé par l'UMS Patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN).</p>

1er constat : absence de transmission annuelle d'un rapport de suivi à la DREAL

L'exploitant reconnaît que le bureau d'études, qui pourtant passerait chaque année pour suivre l'état de la biodiversité du site, n'établit pas toujours de rapport annuel. Aussi, l'exploitant s'engage pour l'avenir à respecter la disposition de l'article 3 de l'arrêté du 22 août 2013 susvisé.

2nd constat : réalisation incomplète des mesures prévues par l'arrêté portant « dérogation espèces protégées »

L'exploitant a transmis un rapport datant de mars 2025 relatif au « suivi 2024 des mesures environnementales en phase exploitation ».

« Ce suivi avait pour but :

- d'inventorier les cortèges d'espèces visés par la dérogation, sur le site et ses abords ainsi que sur les zones de compensation (boisement, prairie extensive) ;
- de comparer les cortèges d'espèces à ceux inventoriés lors de l'état initial de 2010 et 2011, du suivi de 2018 et mettre en évidence les nouvelles espèces et celles au contraire qui n'ont pas été retrouvées ;
- d'effectuer un suivi des différentes mesures environnementales mises en place dans le cadre du projet d'extension (Haie, bassin de rétention, grillage à mailles fines, mares, pierriers, nichoirs...) et de faire une première évaluation de leur efficacité. »

Le rapport conclut que le suivi réalisé sur l'année « a permis d'identifier une grande partie des espèces protégées signalées lors de l'état initial et des suivis postérieurs de 2018 et 2022. Les différents taxons concernés par le suivi sont relativement bien représentés hormis pour les chiroptères et les reptiles dont les inventaires de 2024 montrent une faible activité sur le site ».

Certaines mesures de protection en faveur de la faune ont été mises en place, conformément à la dérogation autorisant la destruction d'espèces et d'habitats d'espèces animales protégées : la préservation des haies en périphérie, le maintien en gestion écologique d'un boisement de 1,5 ha et d'une haie de 670 m, la création d'un réseau de 5 mares, la création de gîtes artificiels pour les reptiles ainsi que l'installation de 5 nichoirs pour l'avifaune.

Cependant, ce rapport conclut que certaines mesures n'ont pas été, ou que partiellement, mises en œuvre :

- pose d'un grillage à mailles fines sur tout le pourtour de l'emprise autorisée du site (absent au nord et à l'est). Comme évoqué dans le rapport, il semble difficile aujourd'hui de revenir en arrière, car les animaux possiblement présents sur le site ne pourraient s'en échapper. Il est toutefois à noter que le grillage à mailles fines est présent au sud-est pour préserver les amphibiens fréquentant le réseau de mares créé. Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un filet avait été posé autour du casier 37 en construction afin de préserver les amphibiens.
- non-réalisation d'un habitat compensatoire de lande favorable à la Linotte mélodieuse à l'est du site.

C'est un enjeu fort puisqu'il était prévu initialement par l'arrêté de dérogation espèces protégées « qu'une parcelle de 1 ha, située au centre de l'aire du projet, sera laissée en évolution libre afin d'obtenir une lande favorable à l'accueil de la linotte mélodieuse ». Devant l'impossibilité technique à conserver une zone propice à la biodiversité à proximité des casiers, il semble avoir

été choisi au travers du plan de gestion écologique de l'ISDND de Sommières-du-Clain (version du 27 mai 2014) de substituer cet espace naturel par la création *ad hoc* d'un espace de lande. Une bande linéaire couleur fuchsia est ainsi localisée sur le plan schématique figurant page 39 de ce document pour matérialiser cet espace de lande à recréer (cf. annexe 1).

Or, selon le rapport de suivi 2024, « *une partie de la zone préservée a été aménagée en faveur de la Linotte mélodieuse, la butte colonisée par des espèces arbustives (ronciers principalement) est favorable à la nidification de cette espèce. Néanmoins, cet habitat ne constitue pas l'objectif recherché initialement qui était la création d'une lande avec de l'ajonc, du genêt à balais, de la bruyère cendrée, etc.* »

Dans ses conclusions, le rapport précise que « *la création du milieu favorable à la Linotte mélodieuse n'a pas été mise en œuvre comme prévu, le site étant actuellement une butte envahie de ronciers, au lieu de la lande à ajoncs préconisée par l'arrêté préfectoral. Toutefois, bien que l'habitat ne corresponde pas à celui prévu, il reste propice à l'espèce, plusieurs couples ayant été observés sur place.* »

Lors de la visite d'inspection, sur le site en question, l'inspection rapporte que la butte n'a pas été aménagée initialement en faveur de la Linotte mélodieuse puisqu'aux dires de l'exploitant, il s'agit d'un dépôt de terres en vue de la couverture finale des casiers.

Au vu des photographies aériennes du Géoportail, ce dépôt de terre, installé sur la prairie à gérer de façon extensive, est évalué à environ 2 500 m², et y serait présent depuis au moins 2016.

- Réalisation partielle de la mesure visant à gérer 11 ha de prairies extensives

La prairie de 11 ha à gérer de manière extensive ne semble pas bien entretenue et a fait l'objet en partie d'une plantation d'arbres dans le cadre d'une mesure compensatoire associée à un défrichement lié à la création d'un casier (Or, ce boisement compensatoire n'ayant pas bien poussé, l'exploitant a finalement opté pour une compensation financière). En outre, sur cette même prairie à l'est de l'emprise du site, sont stockés :

- environ 2500 m² de terre végétale destinée à la couverture finale des casiers ;
- environ 500 m² de blocs destinés à concevoir des cheminements piétonniers.

Environ 500 m² de fourrés (recouverts de ronces) occupent aussi la parcelle.

La prairie compensatoire de 11 ha représentait également un enjeu fort puisque le projet d'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux, à l'origine de l'arrêté d'autorisation du 10 juillet 2013, impactait 19 ha de friches herbacées propices au Cuivré des marais.

Suite à la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier la surface en prairie à gérer de façon extensive.

Par courriel du 27 juin 2025, l'exploitant a transmis un plan des surfaces via « Propeller » illustrant que l'ISDND de Sommières-du-Clain « a en théorie 11,4 ha en prairie compensatoire » :



Selon l'analyse de l'inspection, la surface réelle en prairie à gérer de façon extensive est constituée des 11,4 ha « théoriques » considérés auxquels il convient de retrancher tout ce qui n'est pas de la prairie, soit :

- la surface de 14 020 m² à l'extrême sud-est qui a toujours constitué un boisement avant-même l'arrêté du 22 août 2013, et qui du reste est concerné à part entière par une mesure d'accompagnement (maintien en évolution libre) prévue par ce même arrêté ; L'inspection a d'ailleurs pu visiter ce boisement. Cet espace y est laissé en évolution libre, comme prévu par l'arrêté « dérogation espèces protégées », en y conservant les arbres sénescents (cf. photographie annexe 3).
- la surface de 15 170 m² au sud est constituée du réseau de mares qui, au fil des années, a été colonisé par des essences arbustives et arborées ;
- la surface de 64 650 m² est en partie plantée en chênes sur environ 1 ha (cf. photographie en annexe 2). Elle est en outre occupée par un monticule de terre (annexe 2) recouvert de ronciers d'une surface évaluée à 2 500 m², d'un ensemble de blocs pour une surface évaluée à 500 m², d'un fourré d'environ 500 m² et tout en partie Nord de quelques arbres de haut jet ; Elle est également occupée par des pierriers et hibernaculum en faveur des reptiles (autre mesure prévue par l'arrêté du 22 août 2013) sur une surface d'environ 2 000 m².
- la surface de 16 050 m² est grevée des voies d'accès.

Au total, sur un ensemble « théorique » de 11 ha, ce sont environ 6 ha qui sont actuellement réellement en prairie.

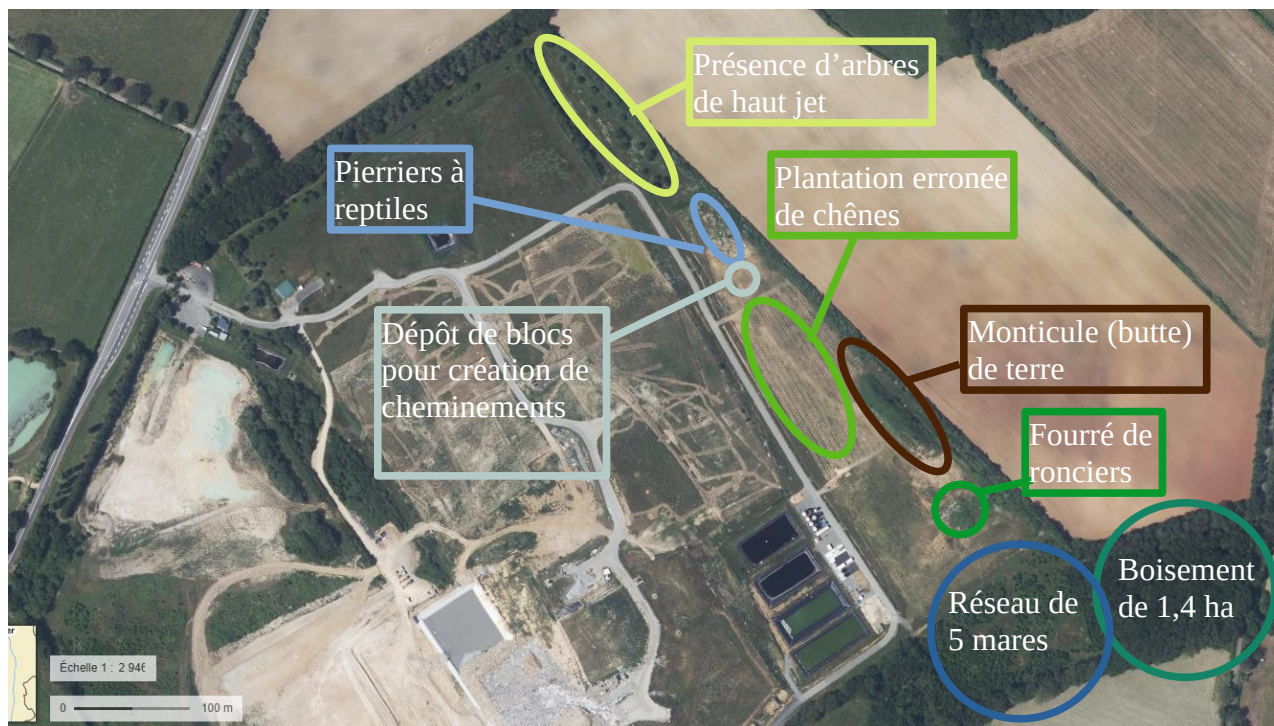
Le rapport de suivi susmentionné de mars 2025 précise :

« En 2011, la surface initiale de prairie proposée en zone de compensation était d'environ 9,6 ha, les 11 ha proposés comprenaient également la zone boisée au sud-est. Aujourd'hui, au sein des 9,6ha, des milieux favorables à divers taxons y ont été créés (mares, pierriers, etc.) ces milieux sont importants pour la faune et de nombreuses espèces y ont été observées.

Environ 6ha de prairie sont préservés après la création de milieux bénéfiques aux autres taxons. Néanmoins, sur ces 6 ha, une grande partie a été dégradée par une plantation d'arbres. Les milieux sont moyennement favorables à l'accueil du Cuivré des marais en alimentation, l'espèce n'a pas été observée en 2024 sur le site.

La plantation n'a cependant pas réussi à se développer. Afin de restaurer la prairie, il est préconisé

de retirer les plants morts et de mettre une gestion adaptée sur ce secteur, par exemple par une fauche tardive et différenciée. »



Photographie aérienne (prise de vue 2023) du site de l'ISDND de Sommières du Clain et situation de la prairie à gérer de façon extensive

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre un rapport annuel de suivi écologique à l'inspection à compter du suivi de l'année 2025 ;
- Évaluer précisément, dans le cadre d'un porter-à-connaissance, les mesures non ou partiellement réalisées et présenter sous forme de plan d'actions un projet de mise en conformité de l'installation de Sommières-du-Clain au regard de l'arrêté du 22 août 2013 susvisé et des conclusions de l'écologue dans le rapport de suivi de mars 2025 ;
- Mettre en conformité l'installation relativement aux mesures environnementales à mettre en œuvre dans le cadre de l'arrêté susvisé du 22 août 2013 portant "dérogation espèces protégées", suivant le plan d'actions préalablement défini ;
- Transmettre à l'inspection le plan de gestion écologique permettant de gérer la surface en prairie de façon extensive et de manière pérenne.

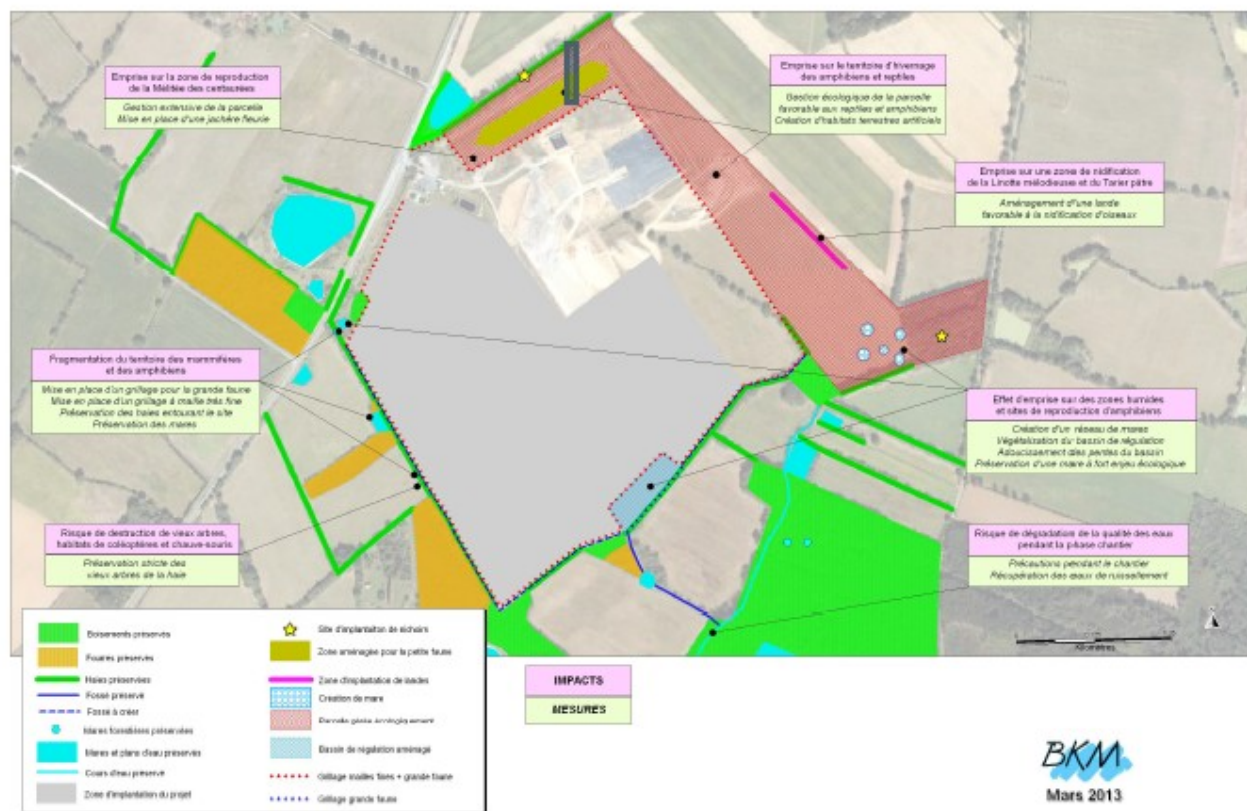
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Actions correctives, Mise en demeure

Proposition de délais : 6 mois pour le dossier et 6 mois supplémentaires pour réaliser les travaux de mise en conformité

Annexe 1: plan schématique de mars 2013 des mesures compensatoires et d'accompagnement proposées d'être mises en place dans le cadre de la demande de « dérogation espèces protégées »

IMPACTS ET MESURES



Annexe 2 : photographies d'une partie de la prairie à gérer de façon extensive, plantée de chênes, avec vue à droite sur le monticule (butte) de terre et développement de fourrés arbustifs et ronciers.



Annexe 3 : Photographie du boisement à laisser en évolution libre (conserver notamment les arbres morts)

